

Agriculteurs. Un vote désenchanté

Frédérique Le Gall

On ne peut pas dire que les présidentiables qui vont se succéder cette semaine dans les allées du Salon de l'agriculture sont attendus avec un enthousiasme débordant. Dans le hall des bovins, découragement et résignation sont perceptibles chez les éleveurs. En particulier du côté des Bretons.

PRÉSIDENTIELLE
2017



L'agriculture est absente du débat électoral, déplorent les éleveurs venus au salon présenter leurs bêtes au concours général.

« Les politiques peuvent toujours venir. Je ne me retournerai pas à leur passage », tranche cet éleveur de Plémet (Côtes-d'Armor), affairé autour de sa championne, un seau de paille à la main. Il affirme ne rien attendre des candidats à la présidentielle. Car, comme beaucoup de ses collègues, il estime que « le mal est fait ».

Le malaise est d'une profondeur abyssale dans les campagnes. Aucun candidat ne semble se détacher aux yeux des paysans que nous avons rencontrés.

« Un vote par dépit »

« Les politiques sont tellement déconnectés de nos réalités », se désole Guillaume, 25 ans, technico-commercial dans l'agroalimentaire, originaire de Plessala (Côtes-d'Armor). Le jeune homme ne sait

pas encore pour qui il va voter. « C'est flou. Aucune personnalité ne s'impose. Certains d'entre eux ont des idées pertinentes. Le problème, c'est qu'ils ne sont pas blancs comme neige. »

Un autre éleveur costarmoricain comprend que des agriculteurs soient tentés de voter Marine Le Pen. « Ce n'est pas tant pour ce qu'elle propose. Ceux qui voteront pour elle le feront davantage par dégoût ou par dépit. »

Arnaud Étienne, éleveur à Plumelec (Morbihan), est à la tête d'un troupeau de cent vaches qu'il exploite avec son épouse et un salarié à plein-temps. Il a beau être passionné par la génétique et par les concours bovins, il avoue son découragement devant un si faible prix du lait. « J'ai investi 400.000 euros dans mon exploitation. Je travaille

quinze heures par jour, je fais travailler de nombreux artisans et, au bout du compte, je n'arrive même pas à me dégager 300 euros par mois. Et de cela, les politiques n'ont rien à faire. »

« Fermer les frontières ? La pire des solutions »

Cette crise laitière a fait prendre conscience aux éleveurs de leur impuissance, avec le sentiment d'être prisonniers d'un système qui les broie. Mais ils font amende honorable car c'est faute de ne pas avoir su défendre leurs intérêts. « On ne décide plus de rien dans nos exploitations. C'est de l'esclavage moderne. »

Denis Oliveux, éleveur à Plaudren (Morbihan) explique qu'il a perdu 80.000 euros de chiffre d'affaires en 2016 en production lai-

tière. Comme tous ses collègues, il se plaint de ne jamais établir de facture, que ce soit pour le lait ou pour la viande. En fait, ce sont les acheteurs qui font la loi et, surtout, le prix : « Ils prennent nos produits et nous donnent ce qu'ils veulent. Connaissez-vous une autre profession qui accepte d'être traitée de la sorte ? On en est responsables. On a tellement délégué », admet l'exploitant.

Si le vote populiste semble gagner du terrain chez les agriculteurs, du côté des éleveurs de cochon, on ne peut pas dire que le protectionnisme prôné par Marine Le Pen fasse recette. La demande chinoise a fait remonter les cours du porc. « La pire des solutions serait de fermer les frontières », souligne Guillaume Roué, président de l'interprofession porcine.